

29 SEPTEMBRE 2015

AG/11694

# Débat général: les États Membres, à tour de rôle, insistent sur le succès d'initiatives multilatérales pour régler des conflits militaires ou des différends territoriaux

Soixante-dixième session

16e, 17e & 18e séances plénières , matin, après-midi & soir

- **ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

## **COUVERTURE DES RÉUNIONS**

Au deuxième jour de son débat général, l'Assemblée générale des Nations Unies a résonné des appels lancés par ses États Membres pour continuer de faire de l'Organisation, 70 ans après sa création, une enceinte où conflits militaires et différends territoriaux se régleraient de manière pacifique et négociée, en menant au besoin les réformes jugées nécessaires par plusieurs dirigeants, dont 27 chefs d'État et 6 chefs de gouvernement.

Dénonçant l'« annexion » de la Crimée et l'« occupation » du Donbass par la Fédération de Russie, le Président de l'Ukraine s'est ainsi prononcé pour une limitation progressive du droit de veto, prérogative des membres permanents du Conseil de sécurité, dont la Russie fait partie. « Le droit de veto ne devrait pas devenir un acte de grâce et de pardon pour le crime commis, et qui pourrait être 'tiré du chapeau' dès qu'il s'agit de se soustraire à une sanction appropriée », a tranché le dirigeant ukrainien, après avoir fustigé l'opposition constante de la Russie à toute action du Conseil sur le dossier de l'Ukraine.

« Au cours de ces derniers jours, nous avons entendu des déclarations conciliantes de la partie russe, qui appelle à former une coalition antiterroriste et à prévenir les dangers de flirter avec les terroristes », a noté le Président ukrainien, qui a pu compter sur le soutien de plusieurs intervenants, dont le Président du Conseil de l'Union européenne. « Comment mobiliser une telle coalition quand vous encouragez le terrorisme à votre porte? » s'est-il interrogé à la veille du débat thématique qu'organisera, sous la présidence de la Fédération de Russie, le Conseil de sécurité sur les causes profondes du terrorisme au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et les moyens d'y remédier. Tandis que le Président de la Roumanie se joignait à son homologue ukrainien pour soutenir la proposition franco-mexicaine de restreindre l'usage du droit de veto à

la seule prévention des atrocités de masse, d'autres voix se sont fait entendre pour demander une réforme plus large du Conseil de sécurité, comme celle du Premier Ministre du Japon ou des Présidents du Malawi, de la Namibie et de la Sierra Leone.

La situation en Ukraine n'a pas été le seul différend territorial à s'inviter aujourd'hui à la tribune de l'Assemblée, puisque le Président de l'Arménie y a évoqué l'« épineuse » question du Haut-Karabakh, qui se trouve toujours dans l'impasse. Pour lui, la seule raison réside dans la « politique agressive » de l'Azerbaïdjan voisin, qui aurait commencé à stationner sur ce territoire des armes lourdes et à commettre des actes de provocation, notamment en tirant sur les campements pacifiques établis à la « frontière commune » de l'Arménie et de la « République du Haut-Karabakh ». De son côté, le Président de Guyana a accusé le Venezuela d'occuper une partie de son pays et de l'empêcher d'exploiter pleinement ses ressources naturelles depuis son accession à l'indépendance, en 1966. Rejetant les « visées expansionnistes » vénézuéliennes sur « cinq régions » du Guyana, le Chef d'État a invoqué la Charte des Nations Unies et appelé aux bons offices du Secrétaire général pour dénouer cette situation de manière pacifique, en plaçant en l'ONU de « grands espoirs ».

À l'inverse, des exemples d'intégration régionale réussie ont été mis en avant, notamment par le Président du Tadjikistan, qui a déclaré qu'il comptait renforcer les relations de son pays avec l'Afghanistan, auquel la communauté internationale, a-t-il estimé, doit continuer de prêter assistance. De son côté, le Président de la Mongolie a réaffirmé son engagement en faveur de la création d'un « Forum de l'Asie » pour promouvoir l'égalité de représentation des intérêts de tous les pays asiatiques, « grands ou petits ».

Toutefois, en 2014, pas moins de « 42 conflits armés ont éclaté ou se poursuivent dans le monde, faisant près de 180 000 victimes », a observé le Président de la Finlande. L'ONU a été encouragée à s'ouvrir aux réformes proposées par le Groupe indépendant de haut niveau sur les opérations de maintien de la paix, notamment par la Présidente du Libéria, qui depuis 2003 est le pays hôte de l'une d'entre elles.

« À l'âge de 70 ans, l'ONU a la sagesse de reconnaître ses erreurs et la force de les corriger », a assuré pour sa part le Premier Ministre de l'Italie, en réaffirmant la solidarité de son pays et de l'Europe en faveur des migrants qui fuient les théâtres de conflits, comme ceux qui font rage en Syrie ou au Yémen, dont le Président a lancé un appel vibrant pour fournir une aide humanitaire accrue à son peuple.

Dans un contexte où l'« inaction n'est plus de mise », la Roumanie a quant à elle annoncé, par la voix de son Président, une initiative conjointe avec l'Espagne sur « la création d'un tribunal international chargé de juger les crimes de terrorisme », tandis que le Premier Ministre du Japon

a fait état d'un nouveau projet de résolution pour promouvoir une « action unifiée » de la communauté internationale sur l'élimination totale des armes nucléaires.

Porteur d'une « nouvelle historique », le Président de la Colombie a présenté l'accord conclu il y a quelques jours à La Havane, à l'issue de près de trois ans de négociations, et qui prévoit un « système de justice transitionnelle » pour garantir qu'aucun des délits les plus graves commis à l'occasion du conflit de son pays avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) ne reste impuni. « C'est la première fois dans l'histoire des conflits du monde qu'un gouvernement et un groupe armé illicite créent, aux termes d'un accord de paix, un système de justice devant un tribunal national pour les crimes internationaux et les graves délits », s'est-il félicité, en espérant que ce précédent servirait de modèle à d'autres situations de conflits armés.

Un esprit réformateur a également été invoqué dans le domaine du développement. Ainsi, le Président du Rwanda a regretté les « hiérarchies » et « préjugés » qui minent la confiance nécessaire à une bonne coopération multilatérale. Estimant que la notion de « légitimité politique » n'est pas suffisamment reflétée dans le Programme de développement durable pour l'après-2015 adopté vendredi dernier, il a rappelé que cet objectif-là n'était pas mesurable par des indicateurs: « Nous ne pouvons pas, a-t-il ajouté, exclure des membres de la communauté internationale en leur imposant des normes qui ne s'appliquent pas à eux ».

## ***RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR L'ACTIVITÉ DE L'ORGANISATION (A/70/1)***

### **Suite du débat général**

M. PAUL KAGAME, Président du Rwanda, a remarqué que les progrès accomplis en matière de développement entraînent de nouveaux défis pour les pays en développement, notamment en matière d'environnement et de gouvernance. La coopération est la seule voie viable, a-t-il souligné en s'adressant à la communauté internationale. Il a jugé incomplet le nouveau consensus car, a-t-il dit, il ne contient pas de définition de la « légitimité politique ». Celle-ci est pourtant nécessaire pour accompagner les efforts internationaux. Il y a encore, a-t-il regretté, « des hiérarchies et des préjugés » qui minent la confiance nécessaire au fonctionnement d'une bonne coopération multilatérale.

Le Président du Rwanda a demandé de ne pas ignorer cette exigence de légitimité politique, un objectif que l'on peut d'ailleurs mesurer avec des indicateurs. « Nous ne pouvons pas, a-t-il ajouté, mettre de côté des membres de la communauté internationale en leur imposant des normes qui ne s'appliquent pas à eux. Après avoir cité le cas de la crise récente des migrations, il a appelé à adopter de bonnes politiques, c'est-à-dire des politiques qui aboutissent à des résultats pour les citoyens. C'est une question de « dignité humaine » et de « survie des êtres humains », a-t-il rappelé. M. Kagame a précisé qu'aucun pays n'avait le monopole de la

sagesse et ne pouvait s'octroyer une supériorité morale. Personne ne peut gérer le changement seul, a-t-il déclaré. Se félicitant des « bons engagements » pris, il a lancé un appel pour qu'ils soient concrétisés.

M. DAVID ARTHUR GRANGER, Président du Guyana, a placé son intervention sous le signe de la sécurité des petits États dans le système international, posant les questions de savoir comment les peuples de ces pays seront protégés d'une agression étrangère? « Comment leurs territoires seront-ils préservés d'une invasion et comment l'indépendance des plus récents d'entre eux sera garantie? » s'est-il également demandé devant l'Assemblée générale.

Pour lui, la réponse tient à un engagement renouvelé de la communauté internationale sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies et de sa Charte. Rappelant que le 26 mai 2016, le Guyana fêterait le cinquantième anniversaire de son indépendance, M. Granger a déploré qu'au cours des cinq dernières décennies, son pays ait été empêché d'exploiter pleinement ses ressources naturelles par le Venezuela, « qui a menacé et dissuadé des investisseurs et contrarié notre développement économique ». Depuis 50 ans, a-t-il poursuivi, le Venezuela occupe une partie de notre territoire, violant l'intégrité territoriale du Guyana. L'incident le plus récent remonte au 10 octobre 2013, lorsqu'une corvette navale est entrée dans la zone maritime de notre pays pour en expulser un bateau qui conduisait des études sismiques, a précisé le Président. Rejetant les prétentions du Venezuela sur « cinq régions » du Guyana, le Chef d'État a invoqué la Charte des Nations Unies, qui prévoit un règlement pacifique et négocié des conflits.

Affirmant que depuis 116 ans, le monde entier avait reconnu l'intégrité territoriale de Guyana à l'exception du Venezuela, M. Granger a dénoncé les visées expansionnistes de son voisin. Mais il a aussi donné l'assurance que son gouvernement était engagé à continuer de faire des Caraïbes une zone de paix. Il a réitéré que la « voie de la paix » serait la seule à être privilégiée. Le Président en a donc appelé aux bons offices du Secrétaire général pour identifier des solutions dans le cadre de ce différend territorial. « Les Nations Unies restent notre plus grand espoir », a conclu le Président.

« La Namibie est l'enfant de la solidarité internationale, et sa sage-femme a été l'ONU », a déclaré son Président, M. HAGE GEINGOB, qui s'est dit reconnaissant du soutien international dont son pays avait bénéficié sur la voie de l'indépendance. « Avec l'aide des Nations Unies, nous avons fait preuve de patience dans les préparatifs permettant d'exercer notre autodétermination » et, aujourd'hui, la Namibie connaît la paix et la démocratie, a-t-il poursuivi. Depuis son indépendance, son pays a toujours participé, « par une contribution cependant modeste », aux opérations de maintien de la paix de l'ONU.

Revenant sur les 70 ans de l'ONU, M. Geingob a salué les progrès réels accomplis en termes de lutte contre la pauvreté, d'autonomisation des femmes, de promotion des droits de l'homme ou encore de décolonisation. Pour lui, l'Afrique est en train « d'écrire sa propre histoire telle qu'elle est racontée par ses fils et ses filles », sous la houlette de l'Union africaine, en tournant la page des coups d'État pour s'engager sur la voie de la démocratie électorale. La manière dont le récent coup d'état au Burkina Faso a pu être neutralisé illustre bien, selon lui, la politique de tolérance zéro de l'Afrique face à ceux qui saisissent le pouvoir par des moyens illégaux. Il a mis l'accent sur l'importance des processus, systèmes et institutions pour accompagner les démocraties électorales et pour faire en sorte que ceux qui perdent par les urnes acceptent les résultats. Pour cela, l'indépendance des commissions électorales est cruciale, a-t-il souligné, en précisant qu'il faudrait veiller à ce que les systèmes gouvernementaux continuent de fonctionner même si le pays se trouve dans une impasse politique. La Namibie s'est engagée sur cette voie et est aujourd'hui classée à la sixième place en termes de bonne gouvernance en Afrique et à la septième place en tant que pays « propre ou non polluant », a précisé le Président Geingob.

Toutefois une démocratie électorale sans démocratie économique n'est pas viable « parce que les gens ne mangent pas la paix, la sécurité et une bonne constitution ». La Namibie connaît encore des inégalités sociales énormes et un problème de logement, a reconnu le Président Geingob dont le Gouvernement, a-t-il rappelé, avait déclaré, en mars dernier, « la guerre à la pauvreté ». À ce titre, l'un des meilleurs moyens de lutte est, selon lui, l'autonomisation des femmes. La Namibie est en bonne position en termes d'égalité de genre et de chance avec 47% de femmes qui siègent au Parlement et une femme Premier Ministre ainsi qu'à d'autres postes de ministre, s'est félicité M. Geingob.

Abordant la question épineuse de la distribution des richesses dans le monde, il a demandé de faire preuve de prudence dans la « classification arbitraire de pays sur la base du revenu (PNB) », qui est utilisée par la Banque mondiale, le FMI et les Nations Unies, et qui ne reflète pas, selon lui, la justice car elle ignore les inégalités dans la distribution des richesses et des opportunités au sein du pays et a un effet négatif sur la mobilité sociale. La Namibie a été « l'une des victimes de cette approche », et a ainsi été classée à tort comme pays à revenu moyen supérieur sans tenir compte du fait que les richesses du pays étaient restées aux mains d'une minorité blanche, et que la population noire vivait en marge de ce processus, a expliqué M. Geingob. Cela lui a valu des difficultés d'accès aux financements internationaux de son Programme national de développement. Il espère qu'avec l'adoption du nouveau Programme pour le développement durable, aucun pays ne restera en marge de ce processus et lance un appel à un engagement commun pour la paix dans le monde. La Namibie souhaite en outre une réforme de l'Organisation des Nations Unies, en particulier de son Conseil de sécurité où elle soutient la position de l'Afrique qui demande une représentation équitable au sein de cet organe.

M. EMOMALI RAHMON, Président du Tadjikistan, a déclaré que l'accroissement du nombre des conflits armés et des actes de terrorisme, les crises alimentaires, énergétiques, financières et économiques, la dégradation de l'environnement, les changements climatiques, la propagation de maladies contagieuses nous demandent une réponse concertée et complète. Dans ce contexte, les Nations Unies restent la plateforme clef pour la réalisation de consensus sur les questions de sécurité internationale et de développement, et aussi pour la coordination des actions conjointes de la communauté internationale. La lutte contre le terrorisme international et l'extrémisme est devenue la principale priorité.

Il est nécessaire de développer des mécanismes nationaux, régionaux et internationaux visant l'élimination des infrastructures militaires, les réseaux de financement et d'appui logistique, le recrutement, la propagande de la violence, et l'utilisation des technologies modernes d'information et de communication pour le terrorisme. Il est important qu'à travers des efforts conjoints, les pays explorent les voies permettant d'éliminer la pauvreté, de faire face aux impacts négatifs de la mondialisation, prévenir et résoudre les conflits régionaux.

Il est aussi important de renforcer le dialogue interculturel et interreligieux, la confiance mutuelle et la tolérance. C'est dans notre intérêt commun que les États Membres mettent en œuvre la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, et les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité pour combattre efficacement toute forme et manifestation du terrorisme, y compris l'utilisation de l'Internet à des fins terroristes.

La lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée devrait devenir une prévention du commerce illégal de stupéfiants, qui a augmenté d'année en année, et souvent l'argent gagné dans ce trafic a servi à financer des actes de terrorisme et des activités de la criminalité organisée. À cet égard, la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur les stupéfiants, en 2016, offrira une occasion non seulement pour examiner et mettre en place une déclaration politique et un plan d'action mais aussi pour développer des nouvelles mesures efficaces pour combattre ce fléau.

Le Président a ajouté que le Tadjikistan compte développer ses relations avec l'Afghanistan et a appelé la communauté internationale à appuyer les efforts du gouvernement afghan à réaliser la paix et la stabilité en faisant face aux problèmes économiques et sociaux, en continuant le processus de réconciliation nationale et le dialogue, et en impliquant le pays dans la coopération régionale. Concernant les changements climatiques, le Président a estimé qu'il était important de réexaminer les pratiques actuelles sur la gestion et l'utilisation des ressources en eau afin d'assurer non seulement une adaptation adéquate aux changements climatiques mais également à la croissance démographique et économique dans le monde, ainsi que la rareté des ressources en eau.

M. SAULI NIINISTÖ, Président de la Finlande, s'est appesanti sur les crises en Syrie, en Iraq et dans certaines parties de l'Afrique du Nord, qu'il a qualifiées d'« extrêmement dangereuses », et qui sont à l'origine d'une « catastrophe humanitaire sans précédent depuis la Deuxième Guerre mondiale ». En raison de cette multiplication de guerres et de conflits, nous sommes confrontés à une nouvelle ère en matière de migrations, comme en témoigne le chiffre terrifiant de 60 millions de réfugiés, a-t-il constaté. « Bien que les pays voisins subissent le fardeau le plus lourd, la crise des réfugiés résulte de graves tensions politiques en Europe. Pour sa part, a assuré M. Niinistö, la Finlande accueille un nombre proportionnellement très élevé de demandeurs d'asile. Il a estimé qu'on ne règle pas le problème en refusant de les aider. Au contraire, nous devons trouver des moyens plus efficaces et durables d'aider ceux qui ont besoin d'aide. Résoudre le conflit en Syrie et ailleurs est essentiel pour toute solution durable », a estimé le Chef de l'État finlandais. La communauté internationale, a-t-il insisté, doit continuer de réfléchir à une solution politique à la crise syrienne.

M. Niinistö a ensuite regretté que le conflit en Ukraine n'ait pas été résolu, bien qu'un accord ait été approuvé à cette fin. « Nous saluons les mesures prises dans la mise en œuvre de l'Accord de Minsk. Toutes les mesures illégales comme l'annexion de la Crimée ne peuvent et ne doivent pas être reconnues », a-t-il souligné. Ces conflits au Moyen-Orient et en Europe orientale ne sont pas les seuls, a poursuivi le Président, en rappelant que l'an dernier, 42 conflits armés avaient fait rage dans le monde, faisant près de 180 000 victimes. La Finlande, a-t-il dit, adhère à l'idée de réfléchir aux moyens d'adapter l'architecture du maintien de la paix des Nations Unies à des théâtres d'opérations toujours plus complexes. C'est la raison pour laquelle il a salué le rapport produit par le Groupe d'experts présidé par M. Ramos-Horta, qui met l'accent sur la recherche de solutions politiques. Le Président de la Finlande a rappelé que son pays était, historiquement, le deuxième contributeur européen le plus important de troupes aux opérations de maintien de la paix de l'ONU, avec un total de 50 000 hommes et femmes depuis la création de l'Organisation. Se félicitant de l'adoption des objectifs de développement durable (ODD), le Chef de l'État a souhaité, avant de conclure, que des femmes se portent candidates au poste de Secrétaire général.

M. TSAKHIAGIIN ELBEGDORJ, Président de la Mongolie, a indiqué que les 70 dernières années étaient les meilleures que l'humanité a connues, grâce notamment à l'ONU et à l'émergence d'une nouvelle génération. Estimant que l'humanité n'avait pas le droit d'échouer, il s'est félicité de l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 qu'il a qualifié d'historique. « La famille des nations a besoin d'un mécanisme robuste, inclusif et ouvert afin d'avancer les nouveaux objectifs de développement durable », a-t-il dit.

Le Président de la Mongolie a ensuite passé en revue les progrès enregistrés par son pays au cours des 25 dernières années, expliquant ainsi que l'espérance de vie des Mongols avait augmenté de sept années et que le PIB avait été multiplié par 20. « Mon pays, en une seule

génération, est passé pacifiquement de l'un des régimes les plus isolés et fermés du monde à l'une des démocraties les plus ouvertes et les plus vigoureuses ». M. Elbegdorj a également détaillé la contribution de son pays au « bien-être mondial » en assurant qu'à ce jour, 14 000 Casques bleus mongols avaient servi à travers le monde.

La Mongolie est un pays non aligné, « un honnête courtier » qui promeut la paix et la sécurité, a-t-il dit, en ajoutant que son pays avait avancé l'idée de créer le « Forum de l'Asie » qui vise à promouvoir l'égalité de représentation des intérêts de tous les pays asiatiques, « grands ou petits ». Déclarant que son pays était pour la première fois candidat au Conseil des droits de l'homme, le Président de la Mongolie a réaffirmé son engagement en faveur de la promotion des droits de l'homme et souligné sa volonté de partager les enseignements tirés de la transition démocratique de son pays.

En conclusion, M. Elbegdorj s'est dit convaincu que les Nations Unies resteront au cœur de notre commune humanité. « Leur mission découlera d'une nouvelle et plus profonde conscience du caractère sacré et de la dignité de chaque vie humaine », a-t-il dit, en espérant que les 70 prochaines années soient encore meilleures que les 70 qui ont précédé. « Essayons d'aller chercher la victoire. Soyons tous des champions. Levons tous nos drapeaux en franchissant la ligne d'arrivée! »

M. KLAUS WERNER IOHANNIS, Président de la Roumanie, a salué le projet visionnaire à l'origine de la création de l'ONU, qui visait à préserver les générations à venir du fléau de la guerre. Même si l'Organisation n'est pas la panacée, nous savons, a-t-il expliqué, que le nombre croissant des tâches qui lui ont été confiées n'a pas été suivi de l'augmentation de ses ressources. Il a apprécié en même temps que les Nations Unies aient su préserver leur légitimité et que leurs actions couvrent tous les secteurs, en soulignant aussi l'importance de leur travail de prévention. La Roumanie a toujours fait confiance à l'ONU, a-t-il assuré, en évoquant l'aide dont le pays avait bénéficié, notamment avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

La Roumanie apporte sa contribution aux travaux de l'ONU, a poursuivi le Président, dans des domaines comme le désarmement, les bonnes relations entre pays voisins, la promotion du rôle de la science et des technologies, la coopération entre les Nations Unies et les organisations régionales, ou encore la consolidation de la démocratie. Il a aussi rappelé que son pays accueillait le Centre d'excellence pour la formation en matière de protection des civils, destiné aux Casques bleus. L'ONU, a-t-il souhaité, doit être prête à agir afin de galvaniser son rôle de maintien de la paix et de la sécurité internationales. Il a notamment voulu que l'ONU réagisse efficacement dans la lutte contre le terrorisme international. À cet égard, le Président Iohannis a soutenu l'initiative de la France et du Mexique selon laquelle les membres permanents du Conseil de sécurité devraient s'accorder pour ne pas utiliser le droit de veto dans des situations



où l'on cherche à prévenir des atrocités de masse. Il a également plaidé en faveur de la notion de « responsabilité de protéger ».

L'ONU devrait être plus active en ce qui concerne les conflits en Géorgie et au Haut-Karabagh, a ensuite demandé le Président roumain. L'inaction laisse penser que l'on tolère de telles situations, comme c'est aussi le cas avec la situation en Ukraine pour laquelle, a-t-il regretté, le Conseil de sécurité et les Nations Unies n'ont pas pu faire respecter la Charte de l'ONU. La Roumanie salue l'accord pris sur le programme nucléaire iranien, a-t-il poursuivi en saluant les efforts de l'AIEA. Cela démontre, a-t-il dit, les vertus de la démocratie et des négociations menées de bonne foi et avec patience. Il a émis l'espoir que cet accord aura des retombées positives dans le contexte plus large de la situation au Moyen Orient.

En ce qui concerne les changements climatiques, le Président roumain a invité les États qui contribuent largement à ce problème à suivre la position de l'Union européenne pour mieux préserver la planète. Avant de conclure, il a appelé à consolider les principes du droit international. Son pays, qui fête cette année le sixantième anniversaire de son adhésion à l'ONU, a été le soixante-douzième État Membre à accepter la compétence de la Cour internationale de Justice (CIJ), a-t-il rappelé, avant d'indiquer que la Roumanie et l'Espagne avaient lancé conjointement une discussion sur la création d'un tribunal international qui serait chargé de juger les crimes de terrorisme.

Le Roi MSWATI III du Swaziland s'est réjoui de l'adoption des objectifs de développement durable, ainsi que du rôle joué par les Nations Unies dans la lutte contre Ebola. Son pays, a-t-il affirmé, est l'un de ceux qui ont enregistré des progrès notables dans la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), dans le cadre d'un plan national, « Vision 2022 », qui ambitionne de faire à terme du Swaziland un pays développé. Le Royaume s'est appuyé sur l'émergence de nouveaux marchés et de nouvelles opportunités d'investissement pour lancer des réformes audacieuses qui ont amélioré la manière de faire des affaires dans le pays, s'est enorgueilli le souverain. Le développement des infrastructures a également amélioré l'accès direct aux marchés mondiaux au travers de l'opérationnalisation d'un nouvel aéroport international, qui s'avère déjà d'une importance capitale pour la croissance économique du Swaziland, un petit pays en développement sans littoral.

Par ailleurs, avec un taux de scolarisation de 97% dans le cycle primaire, son pays, a poursuivi le Roi Mswati III, a fait une avancée majeure sur la voie de l'éducation pour tous. Son gouvernement s'est également impliqué dans le développement de son secteur agricole, avec des programmes destinés à soutenir les petits exploitants en leur fournissant des semences et en construisant puits et barrages. À cette fin, le soutien constant des institutions internationales est nécessaire, a souligné le souverain, qui s'est toutefois déclaré préoccupé par le caractère conditionnel de cette aide. « Nous en appelons donc à l'ONU pour qu'elle se penche sur ce

phénomène qui compromet sérieusement la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 », a-t-il déclaré. Le Roi Mswati III a ensuite rappelé que son pays était en paix et en sécurité depuis longtemps, une stabilité qu'il a attribuée à une tradition de dialogue et de consultation.

M. ERNEST BAI KOROMA, Président de la Sierra Leone, s'est félicité du thème choisi pour cette soixante-dixième session de l'Assemblée générale: un nouvel engagement en faveur de l'action. Après les plans élaborés pour atteindre les objectifs de développement durable, notamment le cadre de financement du développement adopté à Addis-Abeba en juillet dernier, il ne nous reste plus qu'à passer à l'action sur tous les fronts, a-t-il dit en invitant à s'appuyer sur l'expérience acquise avec les OMD.

Rendre notre Organisation plus démocratique et plus juste fait partie de notre lutte en faveur de l'inclusion, a souligné le Président. En tant que coordinateur du Comité de dix chefs d'État de l'Union africaine sur la réforme du Conseil de sécurité, il a rappelé une fois de plus la nécessité urgente de réformer cette instance et exprimé à nouveau les inquiétudes de l'Afrique quant aux échecs du Conseil à mener à bien cette réforme. Le statu quo sape l'équité, la légitimité et la transparence, a-t-il argué, en s'inquiétant aussi de ses conséquences sur l'efficacité des travaux du Conseil de sécurité. L'Afrique, a-t-il rappelé, exige deux sièges de membres permanents et deux sièges de membres non permanents. Il s'est félicité de la décision prise récemment par l'Assemblée générale de poursuivre les négociations intergouvernementales sur cette question.

Le Président a souligné la contribution importante de son pays aux efforts de maintien de la paix des Nations Unies et s'est dit prêt à aller plus loin dans ce sens. Il a condamné les attaques perpétrées contre les Casques bleus et appelé à poursuivre les auteurs de ces actes lâches. Il s'est aussi félicité de la création du mécanisme chargé de mener les activités résiduelles du Tribunal spécial pour la Sierra Leone.

Passant à la question des changements climatiques, M. Koroma a appelé à passer à l'action, pas seulement pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre, mais aussi pour renforcer les capacités de réaction aux effets des changements climatiques. Aucun pays, a-t-il insisté, n'est à l'abri de ces conséquences sur l'environnement, la situation sociale et économique, la sécurité et la santé. C'est pourquoi il a invité à intégrer ces préoccupations aux décisions prises dans tous les secteurs.

Le Président a également souligné les efforts de plus en plus grands du continent africain pour prévenir et résoudre les conflits, tout en appelant à développer la solidarité mondiale dans ce domaine. Il a mentionné le Plan de développement durable adopté par son pays, l'« Agenda pour la prospérité » qui démontre sa détermination à s'engager sur la voie de la résilience et de la durabilité. Il a souligné les progrès accomplis par son pays grâce à la réforme du secteur de

la justice et à la protection des droits fondamentaux des personnes, ainsi que grâce aux investissements dans les infrastructures, l'agriculture, l'éducation et la santé, les jeunes et les femmes.

La Sierra Leone, a assuré M. Koroma, a presque éradiqué le virus Ebola, avec un seul cas enregistré en août et aucun autre cas depuis cette date. Il a salué le soutien apporté par la communauté internationale dans la lutte contre l'épidémie et dans les efforts de redressement après Ebola. « Je félicite en particulier le Secrétaire général qui a mobilisé, pour la première fois à l'ONU, un système d'intervention coordonné et intégré pour aider les pays de la région affectés par le virus. Cela a aussi permis de relever le niveau de préparation à une épidémie du même genre pour l'avenir. Il a signalé que le plan de redressement de son pays prévoyait à la fois des activités de réhabilitation et le renforcement des systèmes de résilience comprenant un système de santé viable et un système de prévention des catastrophes.

M. PETRO POROSHENKO, Président de l'Ukraine, a dénoncé l'agression que subit son pays depuis février 2014 à cause de la Fédération de Russie, qui siège cependant comme membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, qui est chargé de maintenir la paix et la sécurité internationales et qui est en outre l'un des garants de la sécurité de l'Ukraine en vertu du Mémoire de Budapest. Regrettant l'annexion « illégale » de la Crimée, le Chef de l'État ukrainien s'est également élevé contre la guerre menée par la « Russie » dans la région orientale ukrainienne du Donbass. « Pour tromper la communauté internationale, les dirigeants russes ont donné l'ordre à leurs troupes de retirer les insignes militaires et autres marques d'identification, d'abandonner sur le champ de batailles les soldats capturés, et d'user cyniquement de crématrices mobiles pour effacer les traces de leurs crimes sur le sol ukrainien », a affirmé M. Poroshenko. Des millions d'Ukrainiens se trouvent ainsi sous occupation russe dans les territoires ukrainiens du Donbass et de la Crimée, qui couvrent près de 44 000 kilomètres carrés, sur fond de « rhétorique perfide » faisant la part belle à de supposées « fraternité des peuples » et « histoire commune », a-t-il soutenu.

« Au cours de ces derniers jours, nous avons entendu des déclarations conciliantes de la partie russe, qui appelle, en particulier, à l'établissement d'une coalition antiterroriste, et à prévenir les dangers de flirter avec les terroristes », a noté le Président ukrainien. « Comment mobiliser une telle coalition quand vous encouragez le terrorisme à votre porte? » s'est-il interrogé. Il a assuré qu'il y avait assez d'arsenaux et d'équipements militaires dans les territoires occupés pour faire rêver la majorité des États Membres des Nations Unies. Depuis l'invasion russe, a poursuivi le dignitaire ukrainien, plus de 8 000 de ses concitoyens, dont 6 000 civils, sont morts aux mains de terroristes appuyés par les Russes et de la puissance occupante dans le Donbass. Plus largement, M. Poroshenko a considéré que la Fédération de Russie avait créé autour d'elle une « ceinture d'instabilité », formée, a-t-il précisé, du Haut-Karabakh, de la Transnistrie, de l'Abkhazie, de l'Ossétie du Sud, de la Crimée et du Donbass. Mais le Kremlin irait plus loin

encore, a assuré le Président, qui a fait état de la présence d'« hommes en vert » russes en Syrie.

Exprimant sa déception devant l'opposition constante de la Russie à ce que l'Ukraine puisse faire entendre sa voix devant les membres du Conseil de sécurité sur la situation dans le pays, le Président a estimé que l'exercice du droit de veto devrait être limité progressivement et, éventuellement, supprimé. « Le droit de veto ne devrait pas devenir un acte de grâce et de pardon pour le crime commis, et qui pourrait être 'tiré du chapeau' dès qu'il s'agit de se soustraire à une sanction appropriée », a estimé le Président ukrainien, qui a apporté son soutien à la proposition du Président de la France de restreindre son usage dans les cas d'atrocités de masse. Réaffirmant enfin son adhésion à l'Accord de Minsk, M. Poroshenko a demandé un accès sans entraves de la mission de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) à tous les territoires occupés, le retrait des forces russes et de leurs équipements militaires, ainsi que des mercenaires se trouvant en Ukraine, et le rétablissement de l'intégrité et de la souveraineté territoriale de l'Ukraine.

M. JUAN MANUEL SANTOS CALDERÓN, Président de la Colombie, a annoncé une « nouvelle historique ». « Parmi la vingtaine de conflits armés qui ont lieu sur la planète, il y en a un, celui de mon pays, la Colombie, qui est sur la voie d'un véritable règlement », a-t-il dit en se réjouissant de la perspective de voir s'achever le conflit armé le plus ancien de l'hémisphère ouest. Citant le pape François, lors de son intervention il y a quelques jours devant le Congrès des États-Unis, il a souligné que le règlement d'un tel conflit exigeait du courage et beaucoup d'audace, tout en acceptant les responsabilités. C'est justement ce qui a caractérisé le processus suivi en Colombie et qui porte aujourd'hui des fruits, a-t-il fait remarquer. Après plus de 50 années de conflit, nous sommes déterminés à y mettre fin, a-t-il dit en soulignant que la paix était avant tout un processus de transformation culturelle collective qui commence par un changement d'état d'esprit individuel.

Se disant plus optimiste que jamais, le Président de la Colombie a présenté l'accord conclu il y a quelques jours à La Havane, à l'issue de près de trois ans de négociations. Il prévoit un système de justice transitionnelle pour garantir qu'aucun des délits les plus graves commis à l'occasion du conflit ne restent impunis. Cet accord, qui respecte les principes de droit international et la Constitution colombienne, prend en compte pour la première fois le droit des victimes à la justice, a-t-il dit. C'est la première fois également dans l'histoire des conflits du monde qu'un gouvernement et un groupe armé illicite créent, aux termes d'un accord de paix, un système de justice devant un tribunal national pour les crimes internationaux et les graves délits. Il s'agit d'un précédent qui pourra servir de modèle pour d'autres conflits armés dans le monde, a-t-il espéré.

Une nouvelle meilleure encore, a-t-il poursuivi, c'est la date limite que la Colombie a fixée pour la signature de l'accord final, à savoir le 23 mars 2016. Les FARC devront commencer à déposer les armes au plus tard 60 jours après cet accord final. Aux yeux du Président Santos, ce processus de négociation avec les FARC jette une lueur d'espoir sur le monde assombri par la guerre, la violence et le terrorisme. Il a rendu hommage aux 48 millions de Colombiens et à la communauté internationale pour leur volonté de soutenir cette étape.

Le Président a fait valoir que son pays avait une des plus grandes biodiversités de la planète par rapport à sa taille, mais il était en même temps un des plus vulnérables aux effets des changements climatiques. Il a, dès lors, insisté sur la dimension environnement des ODD et a appuyé la conclusion d'un accord sur cette question à Paris à la fin de l'année. M. Santos Calderón a aussi parlé de la stratégie intégrale de son pays pour régler le problème de la culture de drogues illicites et assuré se préparer à la session spéciale des Nations Unies, prévue l'an prochain, qui sera consacrée à cette question. Il a plaidé en faveur d'une nouvelle stratégie mondiale dans ce domaine, en demandant qu'elle soit plus intelligente et plus humaine, avant de mentionner le plan intégral de substitution des cultures adopté en Colombie. La guérilla, a-t-il espéré, devrait se convertir en allié dans la lutte contre le trafic de stupéfiants. Enfin, il a souligné combien la paix obtenue en Colombie serait un facteur de réussite dans la mise en œuvre des ODD dans son pays.

M. NICOS ANASTASIADIS, Président de la République de Chypre, tout en se réjouissant de l'adoption d'un programme de développement ambitieux, a déploré que le monde soit confronté à des troubles, à l'extrémisme violent, au sectarisme, ou à des guerres civiles, en particulier au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et dans d'autres régions du monde. Les effets de ces troubles sont devenus les caractéristiques déterminantes de la vie quotidienne des populations affectées: la mort, la persécution, la dépossession des biens, le déplacement, la destruction de l'héritage culturel et la migration forcée.

« Nous devons être vigilants, a dit le Président, car au moment où nous établissons les principes fondamentaux de la paix, de la stabilité et du développement durable, nous observons, chaque jour, l'augmentation du nombre de migrants qui sont forcés de fuir leurs maisons pour rechercher un futur meilleur. De même, alors que nous mettons en place des objectifs et des buts à long terme, les événements actuels pourraient les rendre irréalisables et hors sujet. Sans ignorer que seuls la Jordanie, la Turquie, le Liban et l'Europe ont été affectés par la crise des réfugiés, d'autres pays et d'autres continents seront affectés par cette crise si aucune solution n'est trouvée. »

Afin d'inverser cette situation, nous devrions réorienter nos efforts pour que ces pays et régions, en particulier le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, puissent faire du développement durable une réalité. Le Président a suggéré que ce n'était pas suffisant de prendre des actions contre les

individus responsables des attaques terroristes, nous devons réorienter nos efforts vers ceux qui facilitent le terrorisme. Il ne suffit pas de secourir les populations du naufrage. Nous devons surtout axer nos efforts sur la lutte contre le trafic des êtres humains. Il ne suffit pas d'aider financièrement les migrants, nous devons aussi faire en sorte que des conditions économiques et sociales soient établies dans leur pays d'origine pour qu'ils ne le fuient pas.

S'agissant toujours du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, il a estimé que la communauté internationale avait sous-estimé les complexités de la région. Les efforts internationaux ont échoué à prendre en compte et à appréhender les particularités propres des pays en crise ou en conflit, a-t-il déploré.

M. TABARÉ VÁZQUEZ, Président de l'Uruguay, constatant que les progrès dans la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) n'étaient pas réalisés de façon uniforme, a souligné l'ampleur de la tâche qui attend les pays pour réaliser maintenant les objectifs de développement durable. Abordant la question de la crise de la migration, le Président a assuré que son pays, dont le peuple a bénéficié de la solidarité internationale au moment où il en avait besoin, s'engageait à faire le nécessaire pour remplir son devoir en la matière. Il a souhaité que l'on affronte les causes qui ont conduit à cette crise, ce qui implique la nécessité de progresser sur la voie de la démocratie, dans les secteurs de l'enseignement et de l'emploi, ainsi que sur la protection de l'environnement. Prévenir, a-t-il ajouté, c'est aussi rejeter tout type de terrorisme et de discrimination.

La santé publique, a poursuivi M. Vásquez, est une composante essentielle de la souveraineté des États, un droit des personnes, un facteur de développement, ainsi qu'une responsabilité des États. S'inquiétant que plus de 60% de la mortalité dans le monde soit due aux maladies chroniques non transmissibles, il a souhaité que la réponse à apporter va au-delà des frontières nationales. Il a donné l'exemple du cancer qui, en Amérique latine représente 4 500 millions de dollars en coûts directs et indirects. Si on ne prend pas les mesures qui s'imposent, plus de 7 millions de personnes perdront la vie chaque année d'un cancer d'ici à 2030, dont un million de Latino-américains, alors que cette maladie peut être prévenue et traitée.

Le Président de l'Uruguay a appelé à adopter les décisions politiques et les stratégies nécessaires à l'élimination de la pauvreté, l'inclusion sociale, l'éducation, et au renforcement des systèmes de santé comprenant la prévention et la détection des maladies. « Notre expérience nous a prouvé qu'il faut gérer les problèmes du tabac et de la drogue dans les politiques de lutte contre les stupéfiants », a-t-il précisé en présentant son pays comme un leader dans ce domaine. M. Vásquez a ensuite plaidé en faveur de la coopération internationale, conseillant de renforcer la volonté politique. Il n'est pas éthique, a-t-il estimé, que certains tribunaux d'organismes multinationaux donnent la priorité aux aspects commerciaux au détriment des droits de l'homme comme la santé.

En tant que Président d'un pays d'Amérique latine, M. Vásquez s'est réjoui du rétablissement des relations diplomatiques entre les États-Unis et Cuba et exprimé son intention de voter en faveur du projet de résolution portant sur la levée de l'embargo contre Cuba. Il a aussi appelé la Colombie et le Venezuela à poursuivre un dialogue serein et respectueux pour surmonter leur différend frontalier. L'Uruguay, a-t-il assuré, appuie le dialogue de paix en Colombie. Enfin, il a souhaité que son pays puisse contribuer activement, à travers ses valeurs, ses engagements et son travail, au rôle du Conseil de sécurité en siégeant en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité pour la période 2016-2017.

M. ARTHUR PETER MUTHARIKA, Président du Malawi, s'est réjoui que pendant les 70 ans des Nations Unies, le monde ait pu empêcher une autre guerre mondiale même si durant la même période, « nous avons vécu dans la peur, et l'incertitude, dans un monde assailli de conflits, de pauvreté et de violence qui ont menacé notre propre existence ». Le Président a ajouté que « comme nous vivons dans un monde imparfait, la poursuite de la paix devrait être notre principal objectif si nous voulons créer un monde de promesses pour notre future génération ».

À cet égard, il a attiré l'attention sur plusieurs questions qu'il a qualifiées d'importantes. Tout d'abord, les missions de paix devraient être focalisées sur les solutions politiques et la prévention de conflit par des moyens politiques qui mettent la population au centre des solutions ainsi que la protection des civils. Ensuite, des partenariats pour la paix et la sécurité impliquant le Conseil de sécurité, les mécanismes et les acteurs régionaux sont nécessaires. Les Nations Unies devraient aussi prendre la responsabilité de dédommager les victimes des abus et enfin, une forte volonté politique de tous les acteurs des missions de paix est nécessaire.

S'agissant de la réforme du Conseil de sécurité, le Président a dit que le Consensus d'Ezulwini et la Déclaration de Syrte étaient ses principales lignes directrices. Concernant les objectifs de développement durable, il a appelé la communauté internationale à mettre fin au sida comme une menace à la santé publique et finir le travail sur le VIH/sida avant 2030. Cela demande des réponses rapides aux infections au VIH, des financements pour les programmes de lutte contre le VIH et la production nationale des médicaments pour qu'ils soient accessibles aux populations.

En outre, le Président a déclaré que ces programmes seront réalisés lorsque la jeunesse et les femmes ne sont pas laissées en marge. Elles doivent être bien représentées à tous les niveaux de prises de décision de la société. Concernant l'objectif 4 sur l'éducation, il a déploré que cet objectif ne tienne pas compte du rôle central de l'enseignement supérieur pour réaliser toutes les cibles des objectifs de développement durable. Il a aussi promis que son gouvernement continuera la promotion des droits de l'homme, l'accès équitable aux opportunités, le renforcement de la protection juridique des populations et la lutte contre la fraude, la corruption et le détournement des ressources publiques.

M. DONALD TUSK (Pologne), Président du Conseil de l'Union européenne, a déclaré que l'Union européenne gardera son cap malgré les défis auxquels elle fait face sur son flanc et avec la crise en Ukraine, où la Charte de l'ONU est bafouée, et sur son flanc sud avec un afflux sans précédent de migrants et réfugiés. « Pour l'Europe, l'isolationnisme ne sera jamais une solution envisageable », a insisté le Président du Conseil de l'Union européenne. Au-delà de la richesse, ce qui attire les réfugiés pour leurs enfants, c'est aussi la tolérance et le niveau de démocratie et de respect de la diversité qu'offre l'Europe, a-t-il dit. Si nous avons des débats aussi animés sur les quotas d'installation c'est parce que nous souhaitons être aussi inclusifs que possible, a-t-il ajouté.

S'agissant de la source et cause d'afflux de ces réfugiés, le Président du Conseil de l'Union européenne a prévenu que la crise syrienne ne sera pas réglée sans un dénominateur commun entre les différents acteurs. Cette crise, a-t-il également prévenu, ne sera pas résolue par une simple formule qui permettra une répartition entre les différentes sphères d'influence. Il a ensuite fait remarquer que la stabilité ne pouvait être instaurée avec les armes chimiques et les barils d'explosif lancés sur les civils. À ceux qui estiment que Bachar al-Assad peut être une partie de la solution, le Président du Conseil de l'Union européenne a rappelé que des millions de civils syriens avaient fui les exactions du camp de Bachar al-Assad. Il a expliqué que la seule option crédible était celle qui permettra au peuple syrien de recommencer une vie normale dans la région.

Par ailleurs, sur le front des changements climatiques, le Président du Conseil de l'Union européenne a espéré que la Conférence de Paris en décembre prochain permettra une percée qui servira, a-t-il dit, d'exemple d'action commune et harmonieuse face à ce défi. Il a précisé que l'Union européenne s'engageait à réduire de 40% ses émissions de CO2 par rapport aux niveaux de 1990 en tête de ce processus. « Sans un accord mondial, les efforts isolés de l'Europe ne pourront pas donner de résultats », a insisté le Président du Conseil de l'Union européenne, en estimant que les défis mondiaux ne pourront être levés que par le biais du multilatéralisme.

M. SHINZO ABE, Premier Ministre du Japon, a promis que son gouvernement renforcera son aide aux réfugiés et aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et en Iraq. Cette année, cette aide a atteint 810 millions de dollars. Au Liban, le Japon mettra en œuvre de nouvelles mesures d'un montant total de 2 millions de dollars. Le Premier Ministre a indiqué que 2,5 millions de dollars d'aide humanitaire seront consentis aux pays voisins de l'Union européenne comme la Serbie et l'ex-République yougoslave de Macédoine qui ont accepté d'accueillir des réfugiés et des migrants. Le Japon prépare actuellement un projet d'aide de 750 millions de dollars pour contribuer à restaurer la paix au Moyen-Orient et en Afrique.



M. Abe s'est aussi appesanti sur l'importance que son gouvernement accorde à la santé maternelle et infantile et a évoqué la distribution de carnets de santé maternelle et infantile dans les camps de réfugiés en Palestine, en Syrie et en Jordanie. En outre, il a souligné l'importance de l'état de droit et des principes de l'égalité devant la loi dans le renforcement de la capacité humaine. Afin de rompre avec les causes mêmes de la violence et de la peur, il est essentiel d'assurer une bonne gestion et une bonne organisation des effectifs de police. Le Japon contribue à ces efforts en Afghanistan et en République démocratique du Congo depuis 2004. Plus de 20 000 policiers dont des femmes policières ont participé à une formation.

S'agissant de la « Corée du Nord », M. Abe a déclaré que le Japon travaillera avec les autres pays pour la résolution complète des questions en suspens, y compris les enlèvements, et les questions sur le nucléaire et les missiles. Il a aussi demandé que les autres pays possédant l'arme nucléaire doivent continuer de réduire leurs arsenaux. Le Japon prépare un nouveau projet de résolution pour promouvoir une action unifiée de la communauté internationale sur l'élimination totale des armes nucléaires.

Concernant la réforme du Conseil de sécurité, M. Abe a réaffirmé que le Japon entendait devenir un membre permanent du Conseil et qu'il apportait une contribution en rapport avec cette position. Il a terminé en disant que son pays avait strictement maintenu son statut de nation éprise de paix depuis 70 ans, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et a accumulé un record de succès d'efforts visant à favoriser la paix et la prospérité dans le monde en citant l'exemple, notamment, du Cambodge et du Timor-Leste.

M. JABER AL MOUBARAK AL HAMAD AL SABAH, Premier Ministre du Koweït, a fait valoir que son pays était le premier fournisseur d'aide humanitaire au niveau mondial proportionnellement à son PNB. À cet égard, il a rappelé que, depuis sa création en 1961, le Fonds du Koweït pour le développement économique arabe avait financé des programmes dans plus de 100 pays, à hauteur de 18 milliards de dollars. Au cours des 15 prochaines années, il consacrera 15 milliards de dollars au développement durable.

Le Premier Ministre a considéré que le Yémen faisait face à de graves défis « dus à l'intransigeance de milices houthistes », qui ne respectent pas leurs engagements et menacent la paix et la stabilité des pays de la région. Les parties concernées dans le pays doivent appliquer les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, notamment la résolution 2216, et coopérer avec les efforts de l'Envoyé spécial du Secrétaire général, a-t-il insisté. Le Koweït a débloqué 100 millions de dollars pour répondre aux besoins humanitaires du peuple yéménite.

Évoquant ensuite la tragédie en Syrie, le Premier Ministre a réitéré que la solution ne pouvait être trouvée qu'à travers des moyens politiques pacifiques. Il a salué les efforts entrepris par le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Syrie, M. Staffan de Mistura. Depuis 2013, le

Koweït a accueilli trois conférences internationales des donateurs pour appuyer les efforts humanitaires dans ce pays.

« Les crimes brutaux commis par Daech, qui sèment la mort et la destruction, en particulier en Iraq et en Syrie, constituent une menace à la paix et à la sécurité internationales qui ont requis la formation d'une coalition internationale », a souligné le Cheikh. Le Koweït y a pris part en apportant un appui logistique. Le Ministre a rappelé que son pays avait été frappé par un attentat dans une mosquée pendant le mois du Ramadan. Il s'est opposé à toutes les formes de terrorisme, de radicalisation et d'intolérance, quels qu'en soient les causes ou les motifs, ou l'identité de leurs auteurs. La politique du Koweït, « dérivée de la charia islamique tolérante », adopte une approche intégrée du développement, de la sécurité et des droits de l'homme, a-t-il assuré.

Enfin, le Premier Ministre koweïtien a espéré que l'Iran continuera de coopérer et de mettre en œuvre le Plan d'action conjoint global conclu avec le groupe des cinq plus un, et qu'il s'acquittera de ses responsabilités dans le cadre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Il a saisi cette occasion pour appeler Israël à adhérer au TNP.

M. MATTEO RENZI, Premier Ministre de l'Italie, a rappelé que son pays « s'est engagé à sauver des centaines de frères et de sœurs en Méditerranée ». Il a proposé à l'Assemblée de rejeter la dictature de l'instant et de tenter une réflexion approfondie. L'Italie, a-t-il souligné, jette un pont entre le Nord et le Sud, entre l'Est et l'Ouest. Le problème de la migration ne se limite pas à des chiffres. « L'Europe est née pour faire tomber les murs et non pas pour les construire », a insisté M. Renzi. C'est la raison pour laquelle l'Italie est à l'avant-garde du combat pour sauver des vies, mais, pour cela, elle a besoin de capacités pour réagir aux flux migratoires.

« À l'âge de 70 ans, l'ONU a la sagesse de reconnaître ses erreurs et la force de les corriger », a assuré le Premier Ministre. L'Italie a présenté sa candidature au Conseil de sécurité pour un siège de membre non permanent avec le slogan « Édifier la paix de demain ». Le pays est attaché à la mise en œuvre de l'accord sur l'Iran et à la reprise des négociations sur le conflit israélo-palestinien, a expliqué M. Renzi. S'agissant de la crise en Syrie, l'Italie privilégie la solution politique et considère qu'il faut mettre en place « une véritable transition ».

« Un ennemi très dangereux est à nos portes », s'est inquiété le Premier Ministre, en évoquant Daech, le terrorisme et l'extrémisme. L'Italie, a-t-il précisé, fait partie de la coalition de ceux qui forment les forces de sécurité en Iraq. Elle joue un rôle important dans la lutte contre le financement de Daech. De plus, M. Renzi s'est dit prêt « à jouer un rôle de chef de file dans un mécanisme pour la stabilisation de la Libye, avec l'autorisation de la communauté internationale ».

« L'Italie est fière de ses racines », a affirmé le Premier Ministre, avant de rappeler que son pays comptait le plus grand nombre de sites de l'UNESCO dans le monde. Souhaitant être « le garant de la culture dans le monde », il a proposé « la création d'un groupe de travail international pour protéger et reconstruire les sites historiques », qui pourrait être déployé dans le cadre des opérations de maintien de la paix de l'ONU.

À l'occasion de l'Exposition universelle 2015, qui se tient à Milan, M. Renzi a revendiqué le message suivant: « Alimenter la planète pour la vie ». L'Italie est engagée avec les pays africains « pour que tous aient de quoi s'alimenter ». Il a insisté sur le rôle des femmes dans le domaine de l'agriculture et sur la protection des petits exploitants.

En conclusion, le Premier Ministre italien a souhaité associer les noms des enfants migrants morts en Méditerranée à ceux des enfants nés sur les bateaux des garde-côtes de son pays, « pour que la politique retrouve sa dignité et que l'Europe ne se voile pas la face au nom de la crainte ».

Après avoir remercié tous les pays qui ont reconnu le « génocide arménien », M. SERZH SARGSYAN, Président de l'Arménie, a déclaré que sa détermination à maintenir la prévention de crime de génocide à l'ordre du jour international était démontrée par les résolutions que nous mettons sur la table du Conseil des droits de l'homme dont la dernière a été adoptée l'année dernière. Le Président a rappelé que l'Assemblée avait, quelques jours plus tôt, fait du 9 décembre la « Journée internationale de commémoration et de dignité des victimes du crime de génocide et de prévention de ce crime ».

M. Sargsyan a ajouté que le règlement pacifique de Haut-Karabakh restait un des problèmes aigus de la région. Il a fait remarquer que la politique agressive de l'Azerbaïdjan avait provoqué l'absence de progrès significatifs dans les pourparlers visant à résoudre ce conflit, et que la situation risquait de donner lieu à des tensions plus graves. « Le régime dictatorial de ce pays a fait de la répression honteuse un instrument pour mettre fin aux revendications de la population à la suite des difficultés économiques. Aujourd'hui, ce régime a besoin d'images de la ligne de front pour détourner l'attention du public. » Le Président a ainsi expliqué que l'Azerbaïdjan avait commencé à déployer des armes de gros calibre, aux côtés de diverses actions provocatrices, en tirant sur les campements pacifiques dans les districts qui se trouvent à la frontière commune de l'Arménie et la République du Haut-Karabakh.

Il est étrange, a ensuite fait observer le Président, que l'Azerbaïdjan refuse depuis des années de retirer les tireurs isolés et de créer un mécanisme d'enquête sur ces incidents. Pendant les Jeux européens organisés par l'Afghanistan, quand il avait alors besoin de promouvoir une image de stabilité, il avait fait cesser les tirs à la frontière, mais ces tirs, a-t-il assuré, avaient repris immédiatement après la fin des Jeux. Il est étrange également, a dénoncé M. Sargsyan,

qu'au XXI<sup>e</sup> siècle, notre voisin se dit fier d'accumuler des armes et multiplie son budget militaire, continue de faire des menaces pour relancer les hostilités militaires et cela au plus haut niveau de l'État. Le Président a, avant de terminer, indiqué que son pays accueillait 16 000 réfugiés de Syrie faisant ainsi de l'Arménie l'un des premiers pays d'accueil en Europe.

M. JAKAYA MRISHO KIKWETE, Président de la République-Unie de Tanzanie, a souligné l'importance de mécanismes de suivi pour éviter les lacunes que son pays a connues pour mettre en œuvre les OMD faute de ces mécanismes. M. Kikwete a jugé indispensable que l'Organisation des Nations Unies investisse dans les capacités des États Membres pour prévenir et anticiper les conflits en Afrique. Il est incompréhensible, a-t-il dit, que le Conseil de sécurité reste avec la même composition depuis des décennies avant d'appeler à une composition plus représentative de la réalité du monde. « Nous devons en même temps appuyer la revitalisation des activités de l'Assemblée générale », a-t-il dit. M. Kikwete a noté que 125 000 personnes étaient actuellement déployées dans 16 opérations de maintien de la paix de l'ONU, avant de préciser que la Tanzanie avait fourni cette année 1 322 personnes pour contribuer aux efforts de maintien de la paix.

Par ailleurs, le Président tanzanien a estimé que la crise causée par la pandémie du virus Ebola avait appris au monde à mieux se préparer pour faire face à ce type d'événement. Citant une estimation de la Banque mondiale, il a indiqué que les pays touchés par Ebola avaient perdu 2,2 milliards de dollars des suites de ce fléau. S'agissant de l'impact humanitaire, il a indiqué que 7 000 enfants étaient devenus orphelins et que 5 millions d'enfants n'avaient pas pu aller à l'école durant la crise. « Il faut donc entreprendre des efforts surhumains pour remettre ces pays sur les rails du développement », a déclaré le Président tanzanien. En outre, il a salué la décision historique de rétablir les relations diplomatiques entre les États-Unis et Cuba, avant d'appeler les États-Unis à lever l'embargo en vigueur qui condamne le peuple cubain à la pauvreté. Au moment de sa dernière intervention à l'ONU, M. Kikwete, dont le deuxième mandat arrive à terme, s'est dit heureux d'avoir pu collaborer avec l'ONU pour préserver la paix et la sécurité internationales.

M. NICOLÁS MADURO MOROS, Président du Venezuela, a salué « l'aboutissement de la bataille menée par nos peuples pour mener une vie de dignité et ouvrir la voie à un monde qui respecte leur identité plurielle ». Il y a 200 ans, a-t-il rappelé, Simón Bolívar avait défini une politique anticoloniale et anti-impérialiste. À l'Assemblée générale vendredi dernier, le pape François lui-même avait plaidé pour un monde de paix, de coexistence et d'égalité.

Après 70 ans, a insisté M. Maduro Moros, la Charte des Nations Unies reste d'actualité. Pour lui, elle doit garantir le droit à l'autodétermination et à l'indépendance de tous les peuples du monde. Il a évoqué la guerre froide et ses séquelles et le passage d'un « monde bipolaire de la confrontation » à un « monde unipolaire, qui impose une pensée unique ». Le néolibéralisme a

semé derrière lui la misère pour les peuples du Sud. Le temps est venu d'un monde multipolaire, un monde d'égaux qui respecte les peuples et reconnaisse les nouveaux régionalismes, a martelé le Président.

Le Venezuela a ouvert « une voie rebelle et révélatrice », s'est félicité le Président. On n'a pas le droit de juger les régimes d'autres pays, a-t-il dit. En Iraq, en Afghanistan et en Libye, a-t-il dit, « on a détruit un peuple stable ». Le Venezuela pense que le système des Nations Unies a les moyens d'arrêter la tragédie humanitaire en Syrie, a déclaré le Président Maduro Moros.

Seule la paix peut garantir la viabilité du Programme à l'horizon 2030 et la viabilité des relations internationales, a poursuivi M. Maduro Moros. « En Amérique latine et dans les Caraïbes, on est en train de définir un nouveau régionalisme » et de consolider l'union dans la diversité, s'est-il félicité. Selon lui, « c'est une clameur qu'il faut entendre ». Dans cet esprit, il a salué la reprise des relations diplomatiques entre Cuba et les États-Unis et souhaité que les relations entre ce pays et les gouvernements de la région « portent le sceau du dialogue et du respect ».

Le Président vénézuélien a estimé qu'il faudrait rendre à Panama le canal de Panama et à Cuba le territoire de Guantanamo. De même, le Royaume-Uni devrait prendre la décision de venir à la table des négociations pour examiner le droit de l'Argentine sur les îles Malouines.

En conclusion, M. Maduro Moros a souligné les défis auxquels fait face le Venezuela « dans l'édification d'un modèle social et économique » humaniste. Il a demandé au monde d'être attentif à toute ambition visant à enfreindre la volonté politique de son pays à l'approche des élections parlementaires.

Mme ELLEN JOHNSON-SIRLEAF, Présidente du Libéria, a affirmé que la communauté internationale était hantée par les menaces grandissantes posées par les forces déstabilisatrices telles que Daech et Boko Haram et par les tentatives visant à remettre en question les progrès démocratiques comme au Burkina Faso. Elle a rappelé que les changements climatiques exigeaient « que nous changions » et que les femmes, dans de nombreux pays du monde, étaient encore traitées comme des citoyens de seconde catégorie.

En ce qui concerne le soixante-dixième anniversaire de l'ONU, Mme Johnson-Sirleaf s'est demandé si l'Organisation n'était pas trop bureaucratique. « Est-ce que la structure actuelle de l'ONU lui permet de jouer son rôle dans le processus mondial de transformation des 15 prochaines années? » a-t-elle interrogé. La Présidente du Libéria s'est, à ce titre, dite encouragée par l'examen approfondi des opérations de paix lancé par le Secrétaire général. « Le Libéria peut témoigner, avec gratitude, de l'indispensable nature des opérations onusiennes de maintien et de consolidation de la paix. »

En ce qui concerne l'autonomisation des femmes, la Présidente du Libéria a souhaité que l'égalité morale entre les sexes se traduise par des actions concrètes. « En 70 ans, seules trois femmes ont été Présidentes de l'Assemblée générale », a-t-elle dit, avant de faire remarquer qu'à ce jour, aucune femme n'a occupé le poste de Secrétaire général de l'ONU.

Mme Johnson-Sirleaf a ensuite exprimé sa gratitude pour le soutien apporté à son pays, à la Guinée et à la Sierra-Leone, face à l'épidémie d'Ebola, « la menace contemporaine la plus grave à la santé publique mondiale ».

Avant de conclure, elle a expliqué que son pays était en train de mettre en œuvre un plan de relèvement et de stabilisation économique post-Ebola et espéré, à cette fin, le soutien des partenaires bilatéraux et multilatéraux de son pays.

M. EDGAR CHAGWA LUNGU, Président de la Zambie, a rappelé qu'il avait été élu le sixième Président de la République de la Zambie le 20 janvier 2015, en précisant que la Zambie était un exemple de bonne gouvernance et de démocratie. Il s'est inquiété de ce que la lenteur de la mise en œuvre des trois piliers du développement durable risque de remettre à néant les gains réalisés jusqu'à présent. Le Président de la Zambie a déclaré que son pays accordait une grande importance aux objectifs de développement durable concernant l'éradication de la pauvreté et la création d'emplois pour les jeunes et les femmes, en particulier dans les zones rurales. Par ailleurs, il a jugé inadmissible que les pays africains soient exclus du processus de prise de décisions du Conseil de sécurité alors que le continent africain est le plus touché par les conflits. Il a prévenu que l'ODD-10 qui concerne la réduction des inégalités entre les pays ne pourra pas être réalisé tant que persisteront les inégalités entre les pays au sein du Conseil de sécurité. Il a précisé que la Zambie fournissait un contingent de Casques bleus pour contribuer aux efforts de maintien de la paix en République centrafricaine. Il est difficile pour la Zambie, pays enclavé, de jouir de son indépendance tant que les pays qui l'entourent sont en conflit, a-t-il dit.

Par ailleurs, le Président de la Zambie a précisé que son pays faisait surtout face à l'insuffisance d'énergie et aux effets des changements climatiques. Il a expliqué que les variations du système des précipitations affectaient les capacités de production hydroélectriques de nombreux pays africains. Il a appelé à plus d'efforts en matière de stratégies d'atténuation pour mieux répondre aux conséquences des changements climatiques. Notant que 70% de la population de la Zambie dépendaient directement des ressources agricoles, il a souligné que l'agriculture était une priorité de son gouvernement. Le Président zambien a estimé qu'il était nécessaire de rapidement identifier les sources de financement des 100 milliards de dollars qui seront nécessaires chaque année pour financer les infrastructures en Afrique, en appelant à tenir compte des objectifs du Programme d'action de Vienne de 2014 sur les pays sans littoral. En outre, il a exprimé la volonté de la Zambie de réduire les écarts entre les femmes et les hommes,

en mentionnant une campagne de sensibilisation pour lutter contre les mariages précoces et forcés. Il a aussi cité le développement d'un programme touchant les jeunes de 15 à 21 ans visant à encourager le développement d'une génération non violente.

M. TOOMAS HENDRIK ILVES, Président de l'Estonie, s'est dit préoccupé par l'augmentation du nombre de conflits dans le monde. Il a espéré que l'accord historique conclu sur le programme nucléaire iranien ouvrirait la porte à une plus grande stabilité au Moyen-Orient et au-delà. En même temps, il a craint les conséquences de l'émergence de l'EIL, avant de faire le lien entre les conflits actuels et la crise des migrants que connaît actuellement l'Europe. Il a alerté l'Assemblée générale sur le fait que c'est avant tout un problème mondial, citant les statistiques de l'ONU à ce sujet: une personne sur 122 est maintenant soit un réfugié, soit un demandeur d'asile et 42 000 personnes s'enfuient chaque jour de chez elles.

À ce propos, le Président de l'Estonie s'est inquiété de la montée de mouvements politiques d'extrême droite ou d'extrême gauche, souvent alimentés par des sentiments racistes et contre les migrants. Il a rappelé que l'Union européenne était le principal donateur en faveur des efforts visant à alléger la crise des réfugiés syriens, avec 4 milliards d'euros mobilisés à cet effet. Le but est de traiter les causes profondes de cette crise, a-t-il expliqué. Sur le conflit entre l'Ukraine et la Russie, M. Ilves a appelé de ses vœux un dialogue et des efforts diplomatiques en vue de trouver une solution qui garantisse la sécurité européenne et mondiale.

Sur la question des droits de l'homme, le Président a demandé de soutenir les droits des femmes et des filles et de promouvoir l'autonomisation de celles-ci, ainsi que de lutter pour l'élimination de la violence sexiste. Il a également mis l'accent sur l'importance de l'investissement dans l'éducation et la santé des enfants. Concernant la liberté de parole et de conscience, le Président a rendu hommage aux journalistes et aux bloggeurs, avant d'exhorter les gouvernements à cesser de porter atteinte à la vie privée des citoyens et de ne plus appliquer de censure.

Passant au chapitre développement durable, M. Ilves a plaidé en faveur de la promotion de sociétés inclusives, du respect des droits de l'homme, de l'égalité entre les hommes et les femmes, de l'état de droit et de la bonne gouvernance, qui sont les bases, selon lui, du nouveau partenariat mondial. Il a ensuite émis l'espoir que la Conférence sur le climat de Paris aboutirait à un accord. Le Président a aussi invité à tirer parti de l'Internet et des technologies numériques pour favoriser la croissance économique et le développement, ce qui nécessite un environnement juridique prévisible, une condition essentielle pour les investisseurs étrangers. Il faut également un système d'éducation capable d'enseigner de nouvelles compétences. Notant que 90% des personnes privées d'accès à l'Internet vivent dans le monde en développement, il a appelé à combler le fossé numérique tant entre les pays qu'au niveau national. En 2016, l'Internet deviendra la cinquième plus grande économie mondiale, après les États-Unis, la Chine,

le Japon et l'Inde, a-t-il prévenu avant d'inviter les dirigeants du monde à placer ce potentiel en haut de leur liste de priorités dans les programmes de développement.

Enfin, M. Ilves a exprimé son fort soutien à la Cour pénale internationale (CPI), tout en rappelant la responsabilité première qui incombe aux pays de rendre la justice pour les crimes concernés. L'Estonie a apporté sa coopération aux pays qui en avaient besoin pour appliquer les dispositions du Statut de Rome, a-t-il indiqué. En outre, à l'occasion du dixième anniversaire de la responsabilité de protéger, il a réaffirmé le soutien de son pays à ce principe, en demandant à la communauté internationale de s'engager à nouveau pour prévenir tout génocide, crime de guerre, nettoyage ethnique et crime contre l'humanité. Il a regretté que le Conseil de sécurité ait échoué à assumer ses responsabilités en la matière en ce qui concerne la Syrie et l'Ukraine. Il a dit soutenir l'initiative du Mexique et de la France en faveur d'une plus grande responsabilité et cohérence au sein du Conseil de sécurité.

Pour M. DANILO MEDINA SÁNCHEZ, Président de la République dominicaine, le Programme à l'horizon 2030 offre l'opportunité de placer au centre des priorités « le plus grand ennemi du développement durable: l'inégalité ». L'Amérique latine et les Caraïbes sont une région marquée par les inégalités, a-t-il expliqué. Les 10% les plus riches de la population y concentrent 32% des revenus, tandis que les 40% les plus pauvres n'en touchent que 15%. Dans chaque pays d'Amérique latine, il existe au moins trois niveaux de développement différents. « Dans le voyage vers le progrès, non seulement il y a des wagons distincts et des classes distinctes, mais il y a aussi des voies et des vitesses différentes », a-t-il poursuivi. C'est la raison pour laquelle de grands changements sont nécessaires. Il faut transformer la structure productive, rompre avec les vieux schémas, pour avancer vers un modèle qui bénéficie à tous. Le Président a souligné que l'État avait également un rôle important à jouer dans la redistribution des richesses, la création d'opportunités et la défense des droits de tous les citoyens, d'autant plus que la pauvreté augmente, frappant la moitié de la population latino-américaine. Il a considéré que la politique d'austérité choisie par certains États avait aggravé la situation et retardé le progrès. Or, les politiques économiques doivent aller de pair avec les politiques sociales, a-t-il estimé. C'est pourquoi, il a souligné qu'il était important pour son pays d'assurer une éducation de qualité aux jeunes.

M. Sánchez a déploré la violence et l'insécurité qui marquent sa région, la seule où le taux d'homicide ait augmenté au cours des 15 dernières années. Évoquant le débat sur la relation entre la violence et l'inégalité, il a constaté que les effets de la violence sur les biens et les personnes coûtaient aux pays de la région environ 14,2% de leur PIB. « Il nous faut repenser notre politique de lutte contre les drogues », a-t-il plaidé. Les dizaines de milliers de morts que cette « guerre contre le trafic des stupéfiants » a causés en Amérique latine et dans les Caraïbes ne peuvent pas être traités comme des « dommages collatéraux ».



Mme DALIA GRYBAUSKAITĖ, Présidente de la Lituanie, s'est inquiétée des menaces qui pèsent sur les principes même de l'ONU avec l'émergence de nouvelles crises, guerres, conflits et extrémismes violents qui ont provoqué le déplacement de plus de 60 millions de personnes. Avec les « criminels » de l'État islamique, coexistent les pratiques les plus barbares et celles des plus sophistiquées de l'information.

Au centre de l'Europe, la Charte des Nations Unies a été violée en toute impunité. De nombreux défis en matière de sécurité sont nés avec la situation en Crimée et en Ukraine, en violation flagrante du droit international.

« On ne peut dire qu'on respecte la Charte des Nations Unies et ignorer ces violations », a lancé la Présidente. Le non-respect de l'unité et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine a de profondes répercussions sur l'ordre international, a-t-elle insisté. « Si vous fermez les yeux sur les actes commis, ils ne disparaîtront pas pour autant », a-t-elle encore mis en garde.

Face à ces situations, pour garder sa crédibilité, le Conseil de sécurité devrait « au moins » mettre fin au droit de veto en cas de crime contre l'humanité ou de crime de guerre.

Si le Conseil avait pu garantir l'accès humanitaire et, si des mesures avaient été prises pour éviter des bombardements cruels, où en serions-nous en Syrie aujourd'hui? a-t-elle demandé. Mais « il n'a pas agi et des millions de Syriens sont obligés de s'enfuir ». Le monde assiste, aujourd'hui, à la plus grave crise humanitaire de l'histoire.

« Le non-respect du droit crée le pire et nous ne pouvons vivre une telle situation », a déclaré la Présidente de la Lituanie. L'ONU doit s'adapter aux réalités du siècle et disposer des outils nécessaires pour mieux combattre les nouvelles menaces et leurs causes profondes.

Au XXI<sup>e</sup> siècle, le monde a besoin d'une ONU forte: ou bien on agit maintenant et on partage les fruits de la mondialisation, ou bien les crises et conflits d'un monde interdépendant nous obligeront à réagir à un coût encore plus lourd, a estimé la Présidente avant de conclure que, 70 ans après la création des Nations Unies, « il nous faut démontrer que nous croyons encore fermement à cette Organisation ».

M. JAMES ALIX MICHEL, Président des Seychelles, a déclaré que les petits États insulaires en développement sont « les sentinelles de la nature et les gardiens des océans ». Cependant, a-t-il regretté, « les actions ou l'inaction des autres menacent nos moyens de subsistance et notre existence même ». Il a cité le pape François qui a appelé à donner la primauté à la nature et à minimiser ainsi les effets des changements climatiques. Ceux-ci ne sont pas le fait des petits États insulaires en développement, a-t-il rappelé, en précisant que ce sont pourtant eux qui en subissent de plein fouet les conséquences.

La durabilité sera toujours au cœur des efforts de développement des Seychelles, a assuré le Président. Il s'est dit encouragé par l'engagement des Nations Unies et du Secrétaire général pour répondre aux préoccupations et aux besoins de pays comme le sien. Il a souhaité que les promesses soient traduites en actions concrètes, notamment en ce qui concerne le principe du traitement spécial et différencié des petits États insulaires en développement. Pour lui, le modèle unique n'est pas d'actualité. Il s'agit d'une approche « injuste et moralement inacceptable », alors qu'il faut mettre au point un « index de vulnérabilité » approprié.

L'objectif 14 du Programme à l'horizon 2030, intitulé « Conserver et exploiter de manière durable les océans et les ressources marines aux fins de développement durable », revêt une importance particulière pour les îles et les États côtiers, a souligné M. Michel. Il est au cœur de ce que l'on appelle l'économie bleue. À cet égard, le Programme d'action de la Barbade, la Stratégie de Maurice et « La voie à suivre » de Samoa sont essentiels. De plus, la sécurité maritime est une priorité pour ces pays. Même si la piraterie a diminué dans l'océan Indien, le Président des Seychelles a estimé qu'il faudrait continuer à faire preuve de vigilance. En conclusion, il a souhaité l'adoption d'un accord à la prochaine Conférence de Paris sur le climat et appelé les pays à mobiliser, d'ici à 2020, 100 milliards de dollars en faveur du Fonds vert pour le climat.

M. MILOŠ ZEMAN, Président de la République tchèque, a axé son intervention sur la lutte contre le terrorisme international qu'il a qualifié d'« un outrage à la civilisation ». C'est une grave menace, a-t-il dit, en faisant remarquer que presque tous les pays européens sont maintenant confrontés à des vagues d'immigration considérables, « qui sont la conséquence d'actes terroristes au Proche-Orient et en Afrique ». Il a mis en garde contre des « idées fausses » qui voudraient que le terrorisme « disparaisse » ou qu'il soit possible d'éliminer ou de réduire les actions terroristes. Au contraire, le mouvement ne fait que croître, avec un nombre croissant d'États voyous, d'actes cruels et de destructions de patrimoine comme à Palmyre, a-t-il prévenu. Cette liste est longue, a-t-il dit, en énumérant les groupes responsables comme l'État islamique, Boko Haram, les Taliban, el-Nosra ou d'autres.

Il est également faux de penser qu'il n'existe qu'une seule forme de lutte contre le terrorisme, a poursuivi M. Zeman, qui s'est dit convaincu qu'il est possible de définir de nouvelles formes de lutte pour le combattre. Puisque les actions unilatérales n'ont eu « aucune incidence, comme en Iraq », il n'est pas question d'aller occuper un territoire quelconque. Le Conseil de sécurité peut, en revanche, adopter une action coordonnée pour vaincre ce fléau. Pour lui, « les cinq membres permanents du Conseil ont des intérêts différents mais un ennemi commun, le terrorisme, et rien ne peut les unir davantage ». Il a ainsi cité le succès des efforts qui ont abouti à l'adoption de la résolution du Conseil contre la piraterie en mer. « Pensez-vous que ces pirates étaient plus dangereux que les terroristes? » a-t-il demandé, en s'adressant à l'Assemblée.

La Charte des Nations Unies comporte de nombreux articles envisageant des actions militaires dont certains n'ont jamais été utilisés, a-t-il fait remarquer, en estimant qu'« il est maintenant temps de les appliquer ». À cette fin, il faudrait constituer des unités militaires réduites, appuyées de drones et d'hélicoptères, de commandos et soutenues par les services de renseignements. Ces « petites missions de casques bleus » seraient chargées d'éliminer les chefs des organisations terroristes et le centre névralgique de ces organisations, a-t-il assuré en souhaitant que certains membres permanents du Conseil de sécurité puissent présenter une résolution en ce sens. « Quand je reviendrai l'an prochain, du fond de mon cœur, je pense que ma proposition aura été discutée » et qu'en 2017, « elle sera devenue une évidence », a-t-il conclu.

M. ABDRAHMAN MANSOUR HADI MANSOUR, Président du Yémen, s'est déclaré consterné de voir le degré de destruction de la ville d'Aden par les « milices criminelles », le nombre des morts atteignant 1 300 et celui des blessés 11 150, a-t-il dit.

Le Président yéménite a relaté les différentes étapes du processus politique en cours, en saluant l'appui politique de la communauté internationale et de l'ONU. La tragédie que l'on peut décrire de « génocide » à Aden et dans d'autres villes constitue une tentative désespérée visant à imposer le modèle iranien par la force, a déclaré M. Mansour. Le Président a dénoncé la politique d'expansion des milices houthies envers les pays voisins, mettant ainsi à mal la paix et la sécurité nationales, régionales et internationales.

De plus grands efforts internationaux sont nécessaires pour aider à mettre fin à la tragédie humaine actuelle afin que le Yémen et les Yéménites ne tombent pas dans l'oubli. Bien que les Nations Unies aient lancé un appel à l'aide humanitaire au Yémen, les contributions demeurent insuffisantes par rapport aux nombreux besoins. M. Mansour a lui-même lancé un appel aux pays donateurs pour qu'ils fournissent leur assistance.

Il a mis l'accent sur le mécanisme de surveillance des convois humanitaires visant à garantir le retour à une vie économique normale, ainsi que l'accès de l'aide humanitaire par tous les ports yéménites. Il a réaffirmé que tous les efforts de règlement pacifique et politique sont à appuyer. Il a demandé aux putschistes de remettre leurs armes et de faire prévaloir la raison et d'œuvrer de façon sincère à appliquer la résolution 2216 (2015) du Conseil de sécurité.

Mme AJA ISATOU NJIE-SAIDY, Vice-Présidente de la Gambie, a condamné ces « idéologies sataniques » qui sont non seulement une représentation erronée de l'Islam mais qui insultent également « Allah le tout-puissant ». « L'augmentation des attaques contre des régions en paix exige de nous, les Nations Unies, que nous nous unissions pour exterminer ces monstres barbares qui n'ont aucun égard pour le caractère sacré de la vie humaine », a-t-elle dit. Mme Njie-Saidy a ensuite affirmé que le virus Ebola posait encore un risque en Afrique de

l'Ouest et souligné la nécessité d'investir dans des campagnes de sensibilisation et de vaccination afin d'assurer la sécurité sanitaire de la communauté internationale en son entier.

La Vice-Présidente de la Gambie a plaidé pour la réforme du Conseil de sécurité afin d'améliorer la représentation des pays africains. Il convient de rappeler que les pays africains représentent plus d'un milliard d'individus et 54 États souverains, a-t-elle dit, avant d'expliquer que l'Afrique méritait d'obtenir deux sièges de membres permanents et deux sièges de membres non permanents.

Elle a ensuite condamné les insultes contre les traditions religieuses de certains pays, avant d'expliquer que la Déclaration universelle des droits de l'homme consacrait la famille comme étant « l'unité naturelle et fondamentale de la société ». L'esprit de la Déclaration exclut toute reconnaissance internationale de relations entre des personnes de même sexe en tant que famille, comme cela est le cas avec l'union civile homosexuelle et avec les soi-disant mariages entre personnes de même sexe, a-t-elle affirmé.

Enfin, la Vice-Présidente a rappelé que l'Afrique avait été, pendant des siècles, la cible d'agressions, de vols et des desseins esclavagistes des puissances étrangères. À la lumière de la brutalité et de l'inhumanité de l'esclavagisme, des effets persistants du colonialisme et du vol des ressources africaines, elle a suggéré que l'ONU soumette au monde l'idée de réparations financières dont les gouvernements souverains des pays d'Afrique seraient les bénéficiaires.

M. PRAYUT CHAN-O-CHA, Premier Ministre de la Thaïlande, a affirmé que la Thaïlande était déterminée à fournir un appui aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies, en particulier dans le domaine du développement, de l'ingénierie et du personnel médical lorsque des besoins sont requis. Il a souligné que son pays avait toujours accordé la priorité à la protection des droits de l'homme pour tous les groupes de la société et appuyé le renforcement des capacités de nations individuelles dans leurs efforts de protection et de promotion des droits de l'homme.

L'ONU peut se prévaloir d'un bilan honorable en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales et de prévention des abus des droits de l'homme, a-t-il dit. M. Prayut a néanmoins estimé que de nombreux défis persistaient et nécessitaient une approche holistique, en particulier dans les efforts visant à assurer le développement.

Dans le domaine du développement durable, le Premier Ministre a réaffirmé entre autres l'attachement de son pays, pour lutter contre les effets des changements climatiques, à réduire de 20 à 25% les gaz à effet de serre d'ici à 2030, conformément à ses engagements.

En vue de lutter contre l'insécurité alimentaire, M. Prayut a appelé les États à joindre leurs forces pour aider les pays en développement, en particulier dans le cadre de la coopération Nord-Sud et Sud-Sud, en renforçant le secteur agricole afin de jeter les bases d'un secteur réel résilient et fort.

Concernant les autres défis transnationaux majeurs, le Premier Ministre thaïlandais a indiqué que son gouvernement attachait la plus haute priorité au problème de la traite des êtres humains, un problème grave qui constitue une violation grave des droits de l'homme et nécessite une assistance humanitaire, a-t-il dit.

Enfin, pour participer plus activement aux efforts internationaux visant à s'attaquer aux défis mondiaux, M. Prayut a annoncé que son pays se porterait candidat à un siège de membre non permanent du Conseil de sécurité pour le mandat 2017-2018.

M. RALPH GONSALVES, Premier Ministre de Saint-Vincent-et-les Grenadines, a rappelé que son pays, un petit archipel montagneux de 32 îles dans les Caraïbes, était aujourd'hui gravement menacé par les changements climatiques. Sécheresse et inondations lui ont coûté des millions de dollars au fil des ans. Il y a un mois, la tempête tropicale Erika a frappé la Dominique voisine avec des conséquences catastrophiques et Saint-Vincent-et-les Grenadines lui a apporté des secours. À deux mois de la Conférence de Paris sur le climat, M. Gonsalves a regretté le manque d'ambition des partenaires par rapport aux enjeux et s'est inquiété du risque d'aboutir à un « autre ballet diplomatique vide de sens ». Pour sa part, Saint-Vincent-et-les Grenadines s'est engagée à passer des combustibles fossiles aux énergies solaire, hydraulique et géothermale. D'ici à trois ans, les 80% de son électricité seront produits par de l'énergie renouvelable, a assuré le Premier Ministre.

Par ailleurs, les répercussions de la crise économique et financière mondiale qui ont entravé la réalisation des OMD menacent celle des nouveaux ODD, a averti M. Gonsalves. C'est pourquoi, il a réitéré l'appel de la Communauté des Caraïbes pour que ceux qui ont participé de la traite transatlantique des esclaves dédommagent leurs descendants. Ensuite, il a demandé réparation pour les citoyens d'ascendance haïtienne qui se sont vus privés de leur nationalité en République dominicaine et déportés en Haïti, ce qu'il a qualifié de « tragédie au cœur de notre civilisation caraïbe » et de « violation flagrante des droits de l'homme ». Saluant la détente entre Cuba et les États-Unis, il a souhaité la levée complète de l'embargo.

M. HABIB ESSID, Chef du Gouvernement de la Tunisie, a rappelé que les changements régionaux, rapides et successifs des dernières années, avaient aggravé la menace terroriste qui pèse sur la stabilité de nombre d'États dont la Tunisie. Il a d'ailleurs cité les deux attentats contre le musée Bardo à Tunis et contre la ville de Sousse, qui étaient, a-t-il dit, des « tentatives

désespérées » pour saper l'approche de modération et tolérance prise par son pays et nuire à son économie en ciblant son secteur touristique, vital.

La prévalence du terrorisme et de l'extrémisme désormais partout dans le monde suppose, selon lui, une nouvelle approche pour le contrer de façon multilatérale. Pour cette raison, M. Essid a renouvelé l'appel lancé ici au Siège de l'ONU en faveur d'une conférence de haut niveau contre le terrorisme « afin d'unifier les efforts internationaux contre ce fléau ». La communauté internationale doit aussi multiplier les efforts pour mettre un terme aux conflits qui encouragent le terrorisme, a-t-il ajouté en évoquant « la cause palestinienne qui demeure au cœur des préoccupations de la Tunisie ».

Le Premier Ministre a condamné la politique de colonisation israélienne qui « viole la loi internationale » et sape « la solution de deux États » garantissant paix et stabilité dans la région. En Libye, a-t-il poursuivi, « le peuple frère » voit également sa sécurité menacée et, avec elle, celle de ses voisins dont la Tunisie. Il a souhaité un accord politique et l'instauration d'un gouvernement d'unité nationale dans ce pays. La présence de Daech en Libye appelle davantage de coopération entre les États voisins, ainsi que le soutien de la communauté internationale pour endiguer la menace.

Par ailleurs, quatre ans ont passé et la crise syrienne s'aggrave toujours davantage, a-t-il dit, en demandant que la communauté internationale se coordonne pour mettre un terme « immédiat » à la violence. De même, elle doit apporter tout son soutien au Yémen pour réduire les souffrances de la population, tandis que la Tunisie appelle toutes les parties à revenir à la table de négociation. Tout en saluant les efforts des Nations Unies en faveur de la paix et de la stabilité dans le monde, le responsable a jugé qu'il faudrait travailler davantage, en particulier pour élargir le cercle des prises de décisions ». « Je suis confiant que les points qui nous rassemblent sont bien plus importants que ce qui peut nous séparer », a-t-il conclu.

M. SAMUELA 'AKILISI POHIVA, Premier Ministre des Tonga, a indiqué que les orateurs qui s'expriment à cette tribune se rendent souvent coupables d'une abstraction: la volonté politique. « Cette abstraction nous détourne de la nécessité de faire montre d'engagement et de courage moral », a-t-il dit.

Il a rappelé que les « Orientations de Samoa » reconnaissent les défis spécifiques que les petits États insulaires en développement, tels que les Tonga, doivent relever, avant de souligner la nécessité que la prochaine Conférence de Paris sur le climat se solde par un succès. « Les Tonga demeurent hautement vulnérable aux catastrophes naturelles », a-t-il dit. M. Pohiva a également appuyé l'idée qu'un représentant spécial sur le climat et la sécurité soit nommé par le Secrétaire général. Le Premier Ministre a également souhaité que le critère du PIB/habitant qui

détermine l'accès au financement du développement soit remplacé par un critère plus approfondi qui reconnaisse la vulnérabilité spécifique de son pays.

Le Premier Ministre des Tonga a réaffirmé l'engagement de son pays en faveur de la préservation et de la gestion durables des ressources situées dans des zones au-delà de toute juridiction nationale et appuyé l'idée d'un instrument international relatif auxdites ressources. Avant de conclure, il a appelé de ses vœux une réforme du Conseil de sécurité afin de rendre sa composition plus équitable et représentative.

Mme JULIE BISHOP, Ministre des affaires étrangères de l'Australie, a affirmé que le monde était confronté aujourd'hui à un nombre sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale de conflits apparemment insolubles, entraînant des déplacements de masse à grande échelle et créant des besoins humanitaire terribles. Le terrorisme constitue une menace mondiale, tandis que l'ampleur du développement mondial est un défi immense, a-t-elle dit, en rappelant néanmoins la réussite remarquable qu'est la Charte des Nations Unies.

La Ministre a souligné que son pays était fier d'avoir pris une part active lors de la Conférence de San Francisco, en 1945, en élaborant un élément central de la Charte, l'Article 56, connu sous le nom de « Promesse australienne ». Selon Mme Bishop, le Programme de développement durable à l'horizon 2013 est une concrétisation de la Promesse australienne et un signe du rôle fondamental de cette organisation. Seule l'ONU pouvait obtenir un tel résultat, a-t-elle estimé.

Mme Bishop a ainsi souligné l'importance des 5 premiers des 17 objectifs de développement durable, qui visent à mettre fin partout à la pauvreté extrême et à la fin, à assurer une éducation de qualité, à garantir des vies saines et à réaliser l'égalité entre les sexes.

La Ministre a en outre mis l'accent sur la nécessité, dans le cadre de la lutte contre les effets des changements climatiques, de parvenir à un engagement de l'ensemble des États Membres des Nations Unies en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Elle a insisté en outre sur l'importance d'intensifier la lutte contre la violence à l'encontre des femmes et des filles, en précisant que l'Australie avait établi un fonds pour l'égalité entre les sexes de 50 millions de dollars dans son programme de développement dans la région indo-pacifique.

Mme Bishop a par ailleurs rappelé que son pays, membre non permanent du Conseil de sécurité, participait à la coalition militaire visant à combattre Daech en Iraq et en Syrie, en estimant que la victoire contre ce groupe nécessitait une action tant militaire que politique. L'Australie a également fourni une assistance de 230 millions de dollars depuis le début du conflit en Syrie, a-t-elle dit, en ajoutant que le prochain Sommet humanitaire mondial,

en mai 2016, devrait contribuer à mettre en place un système humanitaire souple pour répondre à différents types de crise humanitaire de la manière la plus efficace.

C'est à Londres il y a 70 ans, a rappelé M. PHILIP HAMMOND, Secrétaire d'État des affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni, que se sont retrouvés les leaders du monde pour « tourner le dos à la guerre » et fonder les Nations Unies. Son pays est aujourd'hui fier d'être le seul parmi les pays industrialisés à avoir tenu les objectifs d'aide au développement établis par l'ONU.

Le monde d'aujourd'hui, a-t-il relevé, est confronté à de nombreux défis, immédiats et à long terme: déni de libertés fondamentales, violations des droits de l'homme et crises humanitaires. En outre, des menaces à long terme ont émergé comme les changements climatiques et les pandémies à l'échelle mondiale. La communauté internationale doit y répondre pour éviter de créer de nouveaux risques pour les générations futures.

Pour M. Hammond, le plus urgent est de faire face à la crise syrienne car M. Bashar Al-Assad et l'État islamique infligent des « souffrances inimaginables » à la population civile. Il a souligné la générosité de la Turquie, du Liban et de la Jordanie qui accueillent des milliers de réfugiés et promis que son pays veillera à ce que l'appel de fonds pour l'assistance d'humanitaire lancé par les Nations Unies soit honoré.

Le Royaume-Uni continuera par ailleurs de participer à la coalition et de mener des frappes contre l'État islamique, cependant, a-t-il assuré, tout en prévenant que se débarrasser de l'État islamique ne suffira pas à mettre fin à la crise. Le Chef de la diplomatie britannique a appelé à un règlement politique inclusif et à traduire en justice les auteurs des atrocités commises dans le pays. Mais, a-t-il regretté, les progrès ont été bloqués depuis quatre ans au sein du Conseil de Sécurité.

Les États doivent respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de leurs voisins, a-t-il insisté. Pour lui, tout manquement doit être immédiatement « sanctionné ». Le Royaume-Uni a d'ailleurs choisi de rester solidaire avec l'Ukraine qui a dû faire face aux conséquences d'une agression.

Face aux changements climatiques qui affectent en premier lieu les pays les plus pauvres, parce qu'ils sont plus vulnérables et ne disposent pas des capacités nécessaires pour assurer leur protection, le Royaume-Uni a promis 9 milliards de dollars sur cinq ans et espère qu'à la Conférence de Paris sur le climat, en décembre prochain, les États parviendront à un accord solide pour maintenir la hausse des températures en dessous de 2°C.



Avant de conclure, M. Hammond a déclaré que le Royaume-Uni entendait défendre une réforme du Conseil de sécurité pour le rendre plus efficace et espérait un mode de désignation du futur Secrétaire général « plus transparent et plus démocratique ».

M. HAMADI OULD MEIMOU, Ministre des affaires étrangères et de la coopération de la Mauritanie, a dit espérer que le Programme de développement durable à l'horizon 2013 pourra contribuer à relever les défis mondiaux. Le Ministre a souligné que son pays s'efforçait de garantir le bien-être de la population grâce à de nombreux projets de développement, en coopération avec le secteur privé et les partenaires en développement.

Le Ministre a affirmé que la Mauritanie reconnaissait le lien qui existe entre la sécurité et le développement. Elle s'attache également à promouvoir une culture du dialogue. Il a énuméré les défis sécuritaires auxquels son pays fait face, comme le terrorisme, les réseaux de criminalité organisée, le commerce des armes illégales et la traite d'êtres humains. Le Ministre a fait état du cadre de sécurité et de développement prévu par cinq pays de la région sahélienne, dont le sien, pour coordonner les efforts en vue de promouvoir leur sécurité et leur stabilité pour assurer le succès du développement durable.

Le Ministre mauritanien des affaires étrangères et de la coopération, après avoir parlé des crises au Yémen et en Libye, ainsi que du conflit syrien, a affirmé que le conflit israélo-palestinien constituait une source d'animosité et nuisait à la paix et à la sécurité dans la région. Il a condamné, en particulier, l'occupation israélienne des territoires palestiniens et le blocus de Gaza.

**À l'intention des organes d'information • Document non officiel.**